

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Des-groupes-sociaux-colombiens-rejettent-l-accord-du-TLC-avec-le-Canada>

Des groupes sociaux colombiens rejettent l'accord du TLC avec le Canada

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : samedi 14 février 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

En ratifiant un accord de libre-échange avec la Colombie, le Canada deviendrait complice d'un gouvernement corrompu, qui fait fi des droits de l'homme et menace la société civile, soutient une coalition colombienne de groupes sociaux, venue à Ottawa pour dénoncer le traité économique entre les deux pays, signé en novembre dernier.

« Ce n'est pas qu'on pense que c'est mauvais. Nous ne sommes pas contre le commerce, dépendamment de comment c'est fait, évidemment. Mais en ce moment, il y a énormément de problématiques à régler avant d'implanter un accord de libre-échange », a expliqué Omar Fernández Obregón, de la Coalition des organisations et mouvements sociaux de la Colombie (COMOSOC), en entrevue à La Presse.

Parlementaires soupçonnés de corruption, expropriations, populations déplacées, privatisations sauvages, mises à pied massives de travailleurs syndiqués, système de santé déficient, droits des autochtones bafoués, manifestants brutalisés ; la liste des récriminations est longue pour ces représentants d'une société civile qui peine à se faire entendre en Colombie.

Yolanda Becerra Vega, qui dirige une organisation de défense des droits des femmes, a elle-même été victime de menaces pour avoir milité pour le respect des droits de l'homme. Sa famille et elle ont dû déménager de peur de représailles de la part de paramilitaires qui, malgré les efforts de démobilisation du gouvernement du président Alvaro Uribe, continuent de sévir, parfois sous d'autres noms, mais en toute impunité.

« Tous les leaders d'organisations sociales sont persécutés, certains sont assassinés. En Colombie, si tu as une opinion différente, c'est la mort assurée », soutient-elle.

Déficit démocratique

En 2007 et 2008 seulement, plus de 80 leaders syndicaux auraient été assassinés, selon les chiffres de la coalition, qui affirme que la Colombie « est le pays le plus dangereux pour faire du syndicalisme ».

La mise en oeuvre de traités économiques favorisant le commerce avec le Canada ne ferait qu'aggraver le déficit démocratique, selon les intervenants sociaux.

Le président national du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), Paul Moist, est lui aussi convaincu qu'une multiplication des entreprises canadiennes en Colombie serait néfaste pour les travailleurs.

« Il y a rarement des syndicats pour défendre leurs droits et un plus grand accès aux ressources naturelles équivaldra à davantage de populations déplacées, incluant des autochtones, alors qu'on compte déjà 4 millions de Colombiens qui ont été expropriés », a souligné M. Moist.

Le SCFP appuie les groupes sociaux qui réclament que les droits des travailleurs soient assurés avant qu'il y ait implantation d'un traité de libre-échange.

La coalition colombienne demande que les parlementaires mettent en oeuvre la recommandation du Comité permanent du commerce international de la Chambre des communes qui, en juin dernier, exhortait le gouvernement à mandater un organisme indépendant pour mener une étude d'impacts sur les droits de l'homme, avant que ne soit signé et ratifié l'accord. La recommandation est morte au feuillet lorsque les élections ont été déclenchées, au début de septembre, avant la reprise des travaux parlementaires.

Processus en cours

L'accord de libre-échange avec la République de Colombie a été signé en novembre 2008, par le ministre du Commerce international, Stockwell Day, conjointement à des ententes en matière d'environnement et de travail, qui inclut notamment le droit à la liberté d'association.

Les traités doivent maintenant entamer les processus respectifs de ratification des deux pays. Au Canada, l'accord devra être déposé d'ici le printemps à la Chambre des communes pour son étude détaillée.

Les délégués de la coalition ont rencontré hier et rencontreront aujourd'hui des députés des partis de l'opposition, ainsi que le ministre d'État aux Affaires étrangères, responsable des Amériques, Peter Kent, demain. Des activités publiques de sensibilisation sont aussi prévues ce soir à Ottawa et samedi à Montréal.

[La Presse](#). Ottawa, Canada, le 11 février 2009.